

Rwanda

Le secrétaire général de l'ONU soutient la proposition de M. Juppé

Le Monde, 20 juin 1994, page 4

Boutros Boutros-Ghali a exprimé, vendredi 17 juin, son soutien à l'initiative française pour une intervention humanitaire au Rwanda. La France déposera un projet de résolution devant le Conseil de sécurité de l'ONU au début de la semaine.

La France présentera au début de la semaine un projet de résolution devant le Conseil de sécurité des Nations unies à New-York pour obtenir l'autorisation d'intervenir ponctuellement, a annoncé le représentant français à l'ONU, Jean-Bernard Mérimée. Le concept de l'intervention humanitaire sous commandement français serait comparable à celui de l'opération montée en Somalie à la fin de 1992 par les Etats-Unis, qui avaient obtenu un mandat du Conseil de sécurité avant que l'ONU prenne elle-même la relève.

Le secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali, a reçu vendredi un appel téléphonique du ministre français des affaires étrangères en visite en Côte-d'Ivoire. M. Boutros-Ghali « a exprimé son soutien à M. Juppé pour tout effort permettant de mettre fin aux massacres et de protéger la population rwandaise du génocide », selon une déclaration officielle citée par

un porte-parole de l'ONU.

Le département d'Etat américain a déclaré vendredi que les Etats-Unis étaient « prêts à soutenir l'initiative française d'intervention humanitaire au Rwanda », soulignant que Washington avait demandé « à plusieurs reprises un arrêt des massacres ». Un porte-parole du département d'Etat a ajouté que les Etats-Unis allaient poursuivre leurs discussions avec la France « sur le meilleur moyen pour les alliés européens et les pays africains d'agir rapidement pour instituer un cessez-le-feu immédiat et mettre fin au carnage ».

Violents combats à Kigali

Sur le terrain, de violents combats à l'arme lourde ont repris tôt samedi matin 18 juin à Kigali, où une trêve était néanmoins prévue plus tard pour permettre l'évacuation de civils. Les personnes déplacées devraient être évacuées simultanément de l'hôtel des Mille-Collines, en secteur gouvernemental, et de l'hôpital Roi-Fayçal, en secteur rebelle. Des miliciens hutus

ont fait irruption vendredi dans l'hôtel des Mille-Collines et tiré des coups de feu, sans faire de victimes. Auparavant, les rebelles du Front patriotique rwandais (FPR, majoritairement tutsi) avaient déclenché une vaste opération pour évacuer 600 personnes de l'église de la Sainte-Famille, également située dans un secteur encore contrôlé par les forces gouvernementales. Le raid des forces rebelles a fait plusieurs dizaines de morts.

La mission des Nations unies pour l'assistance au Rwanda (MINUAR) prévoit de rouvrir l'aéroport de Kigali lundi, a précisé un porte-parole, Pierre Méhu. L'aéroport avait été fermé il y a deux semaines après avoir été bombardé. L'aéroport d'Entebbe, en Ouganda, continuera cependant d'être utilisé par la MINUAR.

Une enquête est en cours pour déterminer les circonstances exactes de la mort d'un observateur militaire uruguayen, tué vendredi par un tir, vraisemblablement à l'arme lourde, alors qu'il circulait dans le nord-ouest du pays, en secteur rebelle, a indiqué un porte-parole militaire de la MINUAR, le major Jean-Guy Plante. Un autre observateur a été blessé et était samedi matin dans un état stationnaire à Nairobi. L'ancien ministre français de la santé et ancien secrétaire d'Etat à

l'action humanitaire, Bernard Kouchner, arrivé vendredi à Kigali, devrait assister samedi à l'évacuation des civils prévue à Kigali et tenter de rencontrer les parties en conflit. Le président de Pharmaciens sans frontières (PSF), qui l'accompagne, Jean-Louis Machuron, a précisé que trois camions chargés de vivres et de médicaments devraient arriver dans les prochains jours à Kigali. De son côté, le directeur général de Médecins sans frontières (MSF), Bernard Pecoul, a dénoncé vendredi à Paris, l'utilisation du camp de réfugiés de Benaco en Tanzanie comme « *base arrière* » des Hutus « *sur le dos de l'aide humanitaire* ». MSF a demandé une intervention armée immédiate pour mettre fin aux massacres au Rwanda.

Le quotidien bruxellois *le Soir*, dans son édition du week-end, rapporte que peu après l'assassinat du président Juvénal Habyarimana, le 6 avril, « *deux coopérants militaires français ont été tués à Kigali, ainsi que l'épouse de l'un d'eux* ». Le journal ajoute que « *l'un de ces coopérants, membre du groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN), Jean-Paul Mayertz, était arrivé à Kigali en décembre et assurait des tâches de formation notamment auprès de la garde présidentielle* ». (AFP, Reuter.)